

Naufrage en Grèce

«Etes-vous sûre que son nom n'est pas sur la liste?»

Dans le port de Kalamata, les recherches des proches de migrants disparus en mer mercredi se heurtent aux lourdeurs et à l'opacité de l'administration grecque.

REPORTAGE

Par **FABIEN PERRIER**
Envoyé spécial à Kalamata (Grèce)

Ce dimanche matin, assis sur une bitte d'amarrage à Kalamata, un port de la péninsule grecque du Péloponnèse, Omar, un Syrien de 29 ans, a les yeux plongés dans la mer Ionienne. «En arabe, il y a une expression, "père des orphelins", pour qualifier la mer. Je n'arrive pas à l'oublier.» Il est arrivé ici vendredi. «Je suis venu chercher mon cousin, Mohamed. Il est né en 2002 et n'a connu que la guerre en Syrie. Il est jeune et n'en pouvait plus. Il n'est pas possible d'empêcher un jeune homme dynamique de faire ce qu'il veut, de fuir.» Son cousin a d'abord quitté la Syrie vers la Libye, d'où il a embarqué dans un navire avec plus de 700 personnes. Dans la nuit du 13 au 14 juin, le navire a fait naufrage. Il n'y a que 104 survivants. 78 corps ont été retrouvés. Les autres exilés ont disparu dans la mer.

ESPOIR FUNESTE

«Dès que j'ai atterri à Athènes, je me suis rendu au camp de Malakasa», reprend le jeune homme, lui-même réfugié en Grande-Bretagne depuis 2019. Dans ce camp coïncé entre Athènes et Thèbes, il a pu rencontrer des rescapés, dont des

amis de son cousin. «Ils avaient entendu parler de moi. Nous étions très proches.» Les amis de Mohamed lui ont raconté la traversée, l'absence de nourriture et d'eau sur le bateau, les migrants sans gilet de sauvetage ou encore les 100 euros payés en plus pour ne pas être enfermés dans la cale, mais entassés sur le pont, en plein air. Omar reprend: «Quelques minutes avant l'arrivée des secours, Mohamed s'est évanoui sur l'épaule d'un de ses amis. Les secours ont mis vingt-quatre heures pour intervenir.» Quand les gardes-côtes ont commencé leurs opérations, en cherchant à tracter l'embarcation partie de Libye, elle a chaviré.

Après ce récit, Omar balance entre un espoir funeste, celui de retrouver le corps du disparu, et une angoisse pesante, celle de ne jamais avoir de nouvelles. «Après Malakasa, je suis venu à Kalamata. Samedi, je suis allé déposer toutes les informations que j'avais auprès des gardes-côtes. J'ai attendu cinq heures au total pour pouvoir faire toutes les formalités.» Dimanche, il est allé à l'hôpital pour voir si Mohamed était sur la

liste des rescapés hospitalisés. «Etes-vous sûre que son nom n'est pas sur la liste? Même mal orthographié?» demande-t-il à la travailleuse sociale qui a entre les mains une liste manuscrite avec une quinzaine de noms. A chaque

nouvelle étape, ses espoirs s'amenuisent. Il se demande s'il est possible d'aller à la morgue. Omar sort son portable et montre un profil Instagram. En biographie, Mohamed a écrit: «Je ne vis pas où je voudrais vivre mais je m'en rapproche chaque

jour un peu plus.» Les yeux d'Omar s'humidifient; il s'interrompt. Puis il reprend: «La vie est faite de multiples accidents, mais nous devons la traverser.»

Beaucoup de ses questions restent en suspens dans ce parcours aux aléas de calvaire pour les proches des disparus. Ces démarches provoquent la colère de nombreux migrants. En sortant de la bâtisse des gardes-côtes, Amin la laisse exploser: «Nous sommes au XXI^e siècle, l'ère des réseaux sociaux, de la communication... et nous ne savons rien! Nous attendons des heures. Il faut fournir la liste des rescapés.» Pour



ce Pakistanais, les autorités grecques font de la rétention d'information; elles ont également rendu toute aide, alors que les rescapés affirment le contraire? Ce dimanche matin, alors qu'une cérémonie en hommage aux disparus a eu lieu à Kalamata, la campagne électorale a repris le dessus. L'ancienne ministre de l'Éducation Niki Keraméos est venue poser devant les caméras, mais n'a pas répondu aux questions des journalistes sur les conditions du drame ou les problèmes de fond qu'il soulève dans un pays régulièrement accusé d'avoir mené des «pushback», des refoulements illégaux en mer, ou qui érige un mur de plusieurs kilomètres de long pour empêcher les migrants d'entrer par la frontière terrestre au nord. Mais un mot-clé a été utilisé: la chasse aux passeurs. Comme si, plutôt que de s'interroger sur les responsabilités dans ce «sauvetage» et sur le rôle des politiques grecques et européennes en matière de migration, il s'agissait de trouver des boucs émissaires. ◀

CHASSE AUX PASSEURS

Fadi, un Égyptien de 19 ans qui vit en Italie depuis dix-sept ans, est à la recherche de son oncle. «Il a été arrêté comme passeur! Il ne sait même pas conduire un bateau. En Égypte, nous vivons très loin de la mer», explique-t-il devant le commissariat de Kalamata. Comme il ne peut voir les neuf migrants accusés d'être des passeurs, il finit par quitter les lieux. Quelque temps plus tard, un journal, *Proto Thema*, publie les photos des neuf suspects. «Mon oncle n'est pas dessus...» L'espoir s'amenuise, mais la colère grandit. Comment se fait-il que les migrants n'aient pas de nouvelles, mais que les photos fuient dans la